



Séminaire FRANCE-QUÉBEC

Les
pratiques
de développement des
communautés et de
développement social local

*De meilleures
conditions de vie
par la solidarité
territoriale*

Centre de plein air Jouvence,
Orford, Québec

12 au 14 septembre 2011

Miser sur les convergences entre le développement des communautés (au Québec) et le développement social local (en France)

De nombreuses pratiques en développement des communautés (DC) / développement social local (DSL) ont stimulé à maintes reprises les rapprochements entre des acteurs québécois et français. L'occasion se présente à nouveau par la tenue d'un séminaire qui se déroulera à Orford du 12 au 14 septembre 2011.

Au-delà des concepts, les pratiques ont des similitudes. Elles visent l'amélioration des conditions de vie en s'appuyant sur la prise en charge collective du développement par la collectivité elle-même (empowerment), la mise en valeur de ses ressources et le travail concerté des acteurs du milieu local. Ces processus de coopération volontaire sont axés sur l'implication des acteurs locaux dans le développement d'initiatives (culturelles, éducatives, festives, sociales, sportives...) visant à renforcer les solidarités de proximité.

Elles misent entre autres sur...

- ✓ la capacité d'agir des collectivités locales à contribuer à leur propre développement;
- ✓ la participation des citoyens et citoyennes, la démocratie participative;
- ✓ des partenariats entre les acteurs locaux (associations, bénévoles, élus locaux, entreprises, institutions, professionnels, organismes communautaires, etc.) à travers des mécanismes permettant la mise en commun de moyens et le dépassement des cloisonnements. un territoire local favorisant l'engagement de la population, des organisations, des institutions autour de buts communs et de projets partagés;
- ✓ l'harmonisation et la promotion des politiques publiques (et programmes) régionales et nationales favorables au DSL/DC.

Objectifs du séminaire France-Québec

Par une réflexion sur les composantes du DC/DSL, le séminaire veut:

1. Comprendre les dynamiques intersectorielles présentes dans les localités françaises et québécoises dans les démarches de DSL/DC;
2. Comprendre l'importance du rôle des élus locaux dans les dossiers sociaux dans un contexte de décentralisation/renforcement de la gouvernance locale;
3. Dégager des éléments structurant la gouvernance des territoires locaux favorisant le vivre-ensemble et la qualité de vie;
4. Cerner les conditions permettant de soutenir l'appropriation par les collectivités de leur développement;
5. Partager des stratégies/outils permettant le partage de connaissances et le développement de compétences en la matière;
6. Préparer des échanges et des collaborations France-Québec à plus longs termes.

Les participants

La rencontre réunira durant une soirée et deux journées des chercheurs, des intervenants et des élus locaux désireux de travailler au développement de collaborations franco-québécoises sur la question du DSL/DC.

Deux cercles de personnes participeront à la rencontre : un premier, composé de personnes qui prendront la parole sur une thématique précise pour lancer et stimuler les échanges et, un second est composé de personnes invitées à réagir et à débattre à la suite des présentations. La mise en commun des analyses, des expériences et des points de vue de tous devrait permettre de faire émerger une « intelligence collective » sur le DC/DSL.

En amont des discussions thématiques structurant le séminaire, tous les participants recevront un document qui sera rédigé par chacun des pays afin de présenter sommairement les éléments structurels et le contexte entourant les pratiques.

Informations au sujet des modalités de participation (Hébergement et repas).

Les participants assument les frais liés à leur participation. Deux options sont possibles :

- Deux nuitées comprenant l'hébergement, 6 repas dont 2 soupers en table d'hôte 4 services; 338 \$ par personne, occupation simple ou 267 \$ par personne, occupation double;
- Une nuitée comprenant l'hébergement, 3 repas dont 1 souper table d'hôte 4 services; 169 \$ par personne, occupation simple ou 134 \$ par personne, occupation double.

Taxes en sus, service inclus, accès à toutes les activités et aux équipements de plein air (voir le site www.jouvence.com pour plus d'information).

Modalités de réservation.

- Pour les participants québécois, par téléphone : 1-800-567-3134.
- Pour les participants français, l'organisation sera assurée par l'INDS 13 boul. St Michel, 75005 Paris, 01 56 81 02 69. inds.asso@wanadoo.fr . Vous pouvez contacter Jean-Marie Gourvil, responsable du projet au 06 87 77 16 24 ou par mail : jmgourvil@gmail.com

Comité organisateur

Les travaux de préparation (contenu, déroulement, etc.) ont été assumés conjointement par un comité composé de personnes en provenance du Québec et de la France. Au Québec, le séminaire est porté par le Réseau québécois des Villes et Villages en santé. En France, le séminaire est porté par l'ODAS et l'INDS avec la collaboration d'APRILES.

❖ Comité du Québec :

- Julie Lévesque, Réseau québécois des Villes et des Villages en santé (RQVVS);
- Denis Marion, maire de Massueville et membre du conseil d'administration du RQVVS;
- Denis Bourque, Chaire de recherche du Canada en organisation communautaire, Université du Québec en Outaouais;
- Geneviève Giasson, IMPACT;
- Christiane Lussier, Réseau québécois en développement social;
- Jean Tremblay, Institut national de santé publique du Québec.

❖ Comité de la France:

- Jean-Louis Sanchez, délégué général de l'ODAS ;
- Didier Lesueur, directeur Général adjoint de l'ODAS ;
- François Le Merlus, président de l'INDS ;
- Jean-Marie Gourvil, directeur scientifique de l'INDS, chargé de mission de l'ODAS.

Pour information

- Contactez Jean Tremblay de l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) au numéro de téléphone : 514-864-1600, poste 3552 ou par courriel : jean.tremblay@inspq.qc.ca.

Programme

12 au 14 septembre 2011

Animation des échanges

- Jean-Marie Gourvil, Observatoire national de l'Action sociale décentralisée/Institut national de développement social.

Denis Bourque, Professeur en travail social, Université du Québec en Outaouais, Titulaire de la Chaire de recherche du Canada en organisation communautaire.

Lundi le 12 septembre 2011

18h Cocktail de bienvenue

Accueil et ouverture

Mots de bienvenue :

- Jean-Louis Sanchez, délégué général de l'Observatoire décentralisé d'action sociale.
- Réal Lacombe, fondateur et représentant du conseil d'administration du Réseau québécois de Villes et Villages en santé; directeur régional de santé publique en Abitibi-Témiscamingue; membre du conseil d'administration de l'Institut national de santé publique du Québec.

Présentation des organisateurs, des participants et du déroulement.

20h Souper

Mardi le 13 septembre 2011

9h à 10h

Survol des réalités institutionnelles québécoises et françaises et des dynamiques du DSL/DC dans les deux pays (des politiques, programmes et pratiques).

Commentaires sur le document distribué aux participants.

Communications (15 minutes par présentation) :

- Didier Lesueur, Directeur de l'Observatoire nationale de l'Action sociale décentralisée.
- Jean Tremblay, Agent de recherche en développement des communautés, Institut national de santé publique du Québec.

10 h45 à 12h30

Crise de solidarités et du vivre-ensemble : une occasion de co-construction du redéveloppement porté par la société civile et l'État ?

Quelle analyse fait-on de l'état des liens sociaux dans nos deux pays? Dans un contexte de profonde mutation de la société et de l'État, que doit-on attendre des politiques publiques gérées par l'État central en termes de « cohésion sociale » et de « solidarité sociale »? Les collectivités locales, les associations et les gouvernements locaux sont-ils appelés à jouer de nouveaux rôles dans ce contexte? Quelle est la portée des actions locales misant sur le territoire?

Communications (20 minutes par présentation) :

- Jean Louis Sanchez, délégué général de l'ODAS.
- Christian Jetté, professeur, École de service social, Université de Montréal.

12h30 à 13h45 **Dîner**

13h45 à 15h45

Sens du développement et légitimité du DC/DSL

Le DC/DSL n'est-il qu'une stratégie néolibérale de gestion de l'action sociale ou peut-il constituer une réponse à la crise économique ? A-t-il pour effet d'accentuer le désengagement de l'État, les inégalités, la perte des droits par l'utilisation accrue d'une nouvelle forme de charité? Pourquoi le « territoire » s'est-il progressivement constitué comme une des catégories de référence de l'action publique ? Simple procédure de rationalisation des politiques publiques ou processus permettant l'*empowerment* des collectivités locales et de leurs acteurs?

Communications (20 minutes par présentation):

- Cyprien Avenel, sociologue, Observatoire nationale de l'Action sociale décentralisée (ODAS), France.
- Claire Bolduc, présidente de Solidarité rurale du Québec.

15h45 à 16h15 **Pause**

16h15 à 18h15

Politiques sociales, décentralisation, conciliation des logiques ascendantes (endogènes) /descendantes (exogènes), approche intégrée et gouvernance partagée

L'État démontre-t-il une volonté politique de soutenir la participation de la société civile (dynamique endogène)? L'engagement effectif de l'État dans des démarches de DSL/DC est-il cohérent? La multiplication des programmes, politiques et plans d'action visant les territoires ne nuit-elle pas à l'action locale? Comment concilier les mesures qui viennent d'en haut et les projets qui viennent d'en bas? Comment doivent se construire les politiques destinées aux collectivités? Quels sont les enjeux de territorialisation des politiques en matière d'action sociale ?

Communications (25 minutes par présentation) :

- Benoît Lévesque, sociologue, Université du Québec à Montréal, Centre de Recherche sur les innovations Sociales.
- Claude Jacquier, directeur de recherche au Centre national de recherche scientifique, École normale supérieure Lyon, France.

19h30

Souper

Mercredi le 14 septembre 2011

8h30 à 10h30

Mobilisation du palier municipal/des collectivités locales, engagement des élus, démocratie participative et représentative

Comment s'exerce le leadership des élus locaux (municipaux au Québec, municipaux, départementaux et régionaux en France) dans la mise en place d'une démarche visant l'amélioration de la qualité de vie d'un territoire? Comment les élus locaux permettent le passage de politiques territorialisées à des politiques de territoire portées par les différents acteurs? Comment assure-t-on la démocratisation des processus de choix, appelant la participation de nombreux acteurs s'associant aux élus ? Comment concilier les intérêts individuels, les intérêts collectifs et l'intérêt général ? Comment les élus et les autres acteurs arrivent-ils à produire des diagnostics partagés et à se donner, face à l'avenir, une direction stratégique partagée?

Communications (10 minutes par présentation) :

- Denis Lapointe, maire de Salaberry-de-Valleyfield, président du RQVVS, membre du conseil d'administration de l'UMQ.
- Denis Marion, maire de Massueville, membre du comité développement social de la Fédération québécois des municipalités.
- Claude Jeannerot, sénateur, président du Conseil général du Doubs.
- Elu d'une ville, France (à confirmer)

10h30 à 10h45 **Pause**

10h45 à 12h

Soutenir et développer de meilleures pratiques en développement des communautés/développement social local: un défi commun ?

Quelles sont les activités portant sur les connaissances relatives au DSL/DC? Quels sont les acquis et les défis en matière de partage de connaissances et de développement des compétences? Comment s'assure-t-on que le transfert de connaissances soit utile pour consolider les pratiques? Quelles sont les activités (dispositif de veille, publications, recherches, etc.) en matière de DSL/DC? Comme produire de la connaissance partagée entre praticiens et chercheurs?

Communications (20 minutes par présentation):

- Geneviève Giasson, coordonnatrice de IMPACT.
- Cyprien Avenel, ODAS.

12h à 13h30 **Dîner**

13h30 à 14h30 **Thème 6 : poursuite**

14h30 à 16h30

Que nous permet l'avenir? Synthèse prospective

Quels sont les aspects qui ont marqué les échanges et qui peuvent être une source d'inspiration pour de futures collaborations entre la France et le Québec en matière de DSL/DC? Quelles sont les perspectives pour les trois prochaines années¹?

Synthèse in situ:

- Revue Développement Social, Québec.
- Journal de l'Action Sociale, La Lettre de l'ODAS , France.

Communications et animation :

- Denis Bourque, Titulaire de la chaire de recherche en organisation communautaire, département de travail social, UQO.
- Jean-Marie Gourvil, Observatoire nationale de l'Action sociale décentralisée/Institut national de développement social.

¹ Réflexion, publications, recherches, co-organisation d'un événement international, réseautage des élus, échanges, etc.

16h30 à 17h

Mots de la fin

- Jean-Louis Sanchez, délégué général de l'ODAS.
- Réal Lacombe, fondateur et représentant du conseil d'administration du RQVVS; directeur régional de santé publique en Abitibi-Témiscamingue; membre du conseil d'administration de l'INSPQ.

17h15

Départ pour Sherbrooke

Jeudi le 15 septembre 2011

9h à 15h30

Dans le cadre du colloque du Réseau québécois des villes et villages en santé à Sherbrooke.

De commun accord, les organisateurs ont accepté d'insérer dans le colloque du RQVVS un atelier sur la participation citoyenne. Se déroulant de 9h00 à 17h00 (comprenant 3h30 d'atelier et une « visite terrain » de l'expérience en développement local de Saint-Camille), les participants aux séminaires se joindront aux participants du colloque.

Les pratiques visant la participation citoyenne

De qui parle-t-on lorsqu'on parle de citoyens? Comment concilier les intérêts de tous les citoyens dans un projet de territoire? Qui donne le sens à l'action? Quels citoyens y prennent part? Comment prendre en considération le rythme, l'intérêt et la capacité d'implication des différents groupes de citoyens ? Jusqu'où les organisations communautaires/associations sont-elles vraiment prêtes à impliquer les citoyens et, inversement, jusqu'où les citoyens sont-ils prêts à s'investir ? Comment les réseaux sociaux numériques (et toutes les TIC) peuvent-ils contribuer à la participation citoyenne dans les pratiques de DC/DSL?

Communications :

- Alain Roy, conseiller municipal à Asbestos ;
- Mariette Fugère, conseillère municipale, Ville de Sherbrooke (responsable de la politique de développement social);
- Sébastien Poulet-Goffard d'Agence des pratiques et initiatives locales, France;
- Carolines Megglé d'APRILES;
- Franc Darty CCMSA (à confirmer);
- Eric Desrozierz de la Caisse nationale d'allocation familiale, France (à confirmer);
- Anne- Marie Tougas, du Carrefour action municipal famille (à confirmer).

Nous vous invitons à prendre connaissance du programme détaillé et des modalités de participation sur le site du http://www.rqvvs.gc.ca/colloque/colloque_2011/Prog_Final_web%202011.pdf

